

## NI TRÊVE NI HUMANITÉ SOUS LE CAPITALISME

La « trêve humanitaire » à Gaza célébrée par les dirigeants des grandes puissances prépare en fait une nouvelle offensive de l'armée israélienne. Au sud cette fois, là où les Gazaouis sont invités à fuir. C'est au tour de Rafah, la ville par laquelle les convois humanitaires transitent depuis l'Égypte, d'être bombardée. Frappes aveugles ? Non, des frappes ciblées, car c'est l'ensemble de la population palestinienne que le gouvernement israélien cherche à terroriser et voudrait chasser de sa minuscule bande de terre. Un nettoyage ethnique d'une barbarie indescriptible qui a fait plus de victimes femmes et enfants en deux mois que l'armée de Poutine n'en a fait en Ukraine depuis presque deux ans.

### L'EXTRÊME DROITE EN EMBUSCADE

Comment une telle violence pourrait-elle rester sans effet en France et dans le reste du monde ? Les Arabes sont chassés de Palestine dans le silence complice des dirigeants de toutes les grandes puissances. Alors la canaille d'extrême droite demande pourquoi ils ne seraient pas chassés demain de France, confortée qu'elle est dans son racisme débridé par le soutien de Macron et de l'État français à l'État colonial israélien. La mort à Crépol du jeune Thomas, tué dans une rixe comme il en existe trop, a fourni le prétexte d'une expédition punitive d'escadrons fascistes qui ont cherché à instaurer la terreur dans un quartier populaire de Romans-sur-Isère. D'autres rassemblements de nazillons ont eu lieu également ailleurs, comme à Paris où ils se sont retrouvés à deux cents en faisant le salut hitlérien.

Darmanin dit vouloir dissoudre les groupes d'extrême droite impliqués dans la ratonnade de Romans-sur-Isère. Mais sa politique en reprend pourtant les thèmes et en favorise le développement. La nouvelle loi « Immigration » actuellement débattue à l'Assemblée s'en prend par des moyens bien plus puissants que ceux des petites bandes fachos à nos frères et à nos sœurs étrangers. À ceux et celles qui travaillent dans les cuisines, les chantiers, les Ehpad, les hôpitaux, pour des salaires encore plus misérables que ceux d'entre nous qui ont les « bons » papiers ou la « bonne » couleur de peau. Leur droit de vivre ici serait conditionné au renouvellement de leur contrat de travail, c'est-à-dire au bon vouloir de nos patrons, capables, on le sait, de tous les chantages.

### NOUS SOMMES TOUTES ET TOUS CONCERNÉS

Le grand patronat, gavé par l'augmentation de leurs marges qui alimente l'inflation, ne veut rien lâcher sur les salaires. Pour mieux nous imposer ces reculs, aidé par le gouvernement, il cherche à nous diviser en s'en prenant aux plus vulnérables d'entre nous, en tentant d'enfoncer un coin entre Français et étrangers. Il veut empêcher une riposte de classe, en brandissant la prétendue guerre « des civilisations ». Ils veulent imposer leur volonté en essayant de bâillonner toute contestation. C'est aussi pour cela que le gouvernement voudrait que nous nous taisions sur la Palestine en jetant le soupçon d'antisémitisme sur quiconque dénonce les massacres !

Nous ne pouvons pas assister passivement à l'écrasement à Gaza de tout un peuple. Des résistances existent, comme en témoignent les manifestations de solidarité au peuple palestinien qui continuent chaque week-end. Il faut les amplifier !

Nous ne pouvons pas davantage laisser ici se développer le poison du racisme qui cherche à dresser des travailleurs contre d'autres travailleurs. Des manifestations sont prévues partout le 18 décembre contre la loi Darmanin et il faudra là aussi qu'elles soient massives.

Face aux attaques du gouvernement et du patronat contre notre niveau de vie et nos conditions de travail, les organisations syndicales restent passives depuis la fin du mouvement sur les retraites. Nous aurons besoin de construire un mouvement d'ensemble, sans elles s'il le faut, si nous voulons empêcher d'autres attaques contre nous, de plus grande ampleur encore.

## DES AUGMENTATIONS POUR BIEN COMMENCER L'ANNÉE

Les NAO c'est pour bientôt. À cette occasion, la direction fera tout pour ne pas répercuter l'inflation sur les salaires alors que la boîte peine déjà à embaucher tellement ils sont bas. Elle tentera aussi de nous diviser en mettant la plus grosse part possible d'augmentations individuelles, pour avoir à disposition une carotte pour nous faire travailler plus. Inspirons-nous plutôt des collègues qui, à partir de mécontentements individuels, ont fait la grève du zèle et fini par obtenir une augmentation pour tout le service !

## LE GOUVERNEMENT VEUT NOUS FAIRE LES POCHEs

L'agence de notation Standard&Poor's a maintenu la « note » de la France, ce qui est supposé rassurer les « investisseurs ». Bruno Le Maire était bien plus inquiet de ce verdict de l'agence que de la situation des classes populaires. Et il a promis de réduire la dette publique.

Sauf que nous n'avons guère vu la couleur de l'argent emprunté qui a gonflé la dette ! Pendant la pandémie, les milliards ont coulé à flots dans les caisses d'Air France, de PSA, etc., avec seulement quelques miettes pour soutenir les salaires. Et ce ne sont ni les hôpitaux, ni les écoles, ni les transports en commun qui ont bénéficié des cadeaux du gouvernement, bien au contraire.

Mais c'est vers les travailleurs que le gouvernement et les patrons se tournent pour nous faire rembourser *leurs* dettes ! Notre pouvoir d'achat ne fait que baisser, tandis que les marges des grosses entreprises ont explosé. Après avoir réduit les droits et indemnités des chômeurs, le gouvernement veut maintenant s'en prendre aux droits au chômage des séniors.

Et, sans un mouvement d'ensemble pour stopper sa machine infernale, le gouvernement va continuer à nous faire payer tous les milliards offerts aux entreprises et qui ont surtout alimenté les dividendes records versés aux actionnaires.

## L'UNICEF ALERTE SUR LE SORT DES ENFANTS PALESTINIENS À GAZA

Le porte-parole du Fonds des Nations unies pour l'enfance accuse sur son compte X : « *L'inaction de ceux qui ont de l'influence permet l'assassinat d'enfants.* » Sa directrice générale a déclaré : « *La bande de Gaza est de nouveau l'endroit le plus dangereux au monde pour être un enfant* », en rappelant que, avant la trêve, « *plus de 5 300 enfants palestiniens auraient été tués dans 48 jours de bombardement incessant...* », sans compter les disparus, présumés sous les décombres.

## RÉORGANISATION : TOUT CHANGER POUR QUE RIEN NE CHANGE

Lundi dernier, la direction a présenté aux représentants du personnel un plan de réorganisation, dont elle avait déjà ébruité l'existence. Il ne s'agissait que de « consulter » les élus, car la loi impose de leur demander un avis, pas d'en tenir compte, quel qu'il soit. Et même sans avis formellement rendu, la direction fait en définitive ce qu'elle veut. Un bel exemple de démocratie !

Concrètement, la réorganisation viserait surtout à séparer les productions, solide d'un côté, liquide de l'autre. Quelques chefs changeraient donc de casquette. Certains en seront peut-être contents, d'autres moins. Mais pour eux aussi, c'est « cause toujours » : ils n'auront le choix qu'entre accepter et prendre la porte.

Pour justifier cela, il y aurait de mauvais résultats financiers, que ressassait déjà l'ancienne direction. La nouvelle pense-t-elle vraiment nous berner en virant ou en poussant dehors quelques chefs ? En tout cas, rien dans son plan n'annonce ce qui pourrait nous intéresser : des salaires corrects, pour nous comme pour réussir à embaucher – et pas seulement des intérimaires, précaires et réduits à jouer les bouche-trous.

## PARIS 2024 : OCCUPATION D'UN CHANTIER BOUYGUES DES JEUX OLYMPIQUES

« *Pas de papiers, pas de JO.* » L'un des futurs sites des Jeux olympiques 2024, porte de la Chapelle, a été brièvement occupé par une cinquantaine de manifestants. Leur objectif : protester contre la situation de travailleurs sans papiers, à l'appel notamment de la Confédération nationale des travailleurs-Solidarité ouvrière (CNT-SO). Bouygues « refuse » que la quinzaine de travailleurs sans papiers ayant déposé en préfecture une demande de permis de séjour « *reviennent travailler sur son pseudo "chantier exemplaire"* », a accusé la CNT dans un communiqué.

## ENFERMEMENT DE MIGRANTS : NI À DUNKERQUE, NI AILLEURS !

Les États français et britannique veulent construire un nouveau centre de rétention administrative (CRA) à Dunkerque. Les CRA sont des prisons de fait où sont enfermées et maltraitées les personnes sans papiers dans l'attente de leur expulsion. Ce projet s'inscrit dans les logiques racistes et sécuritaires de l'ensemble des pays européens, qui dépensent des milliards d'euros dans la militarisation des frontières, le flicage et le harcèlement des migrants.